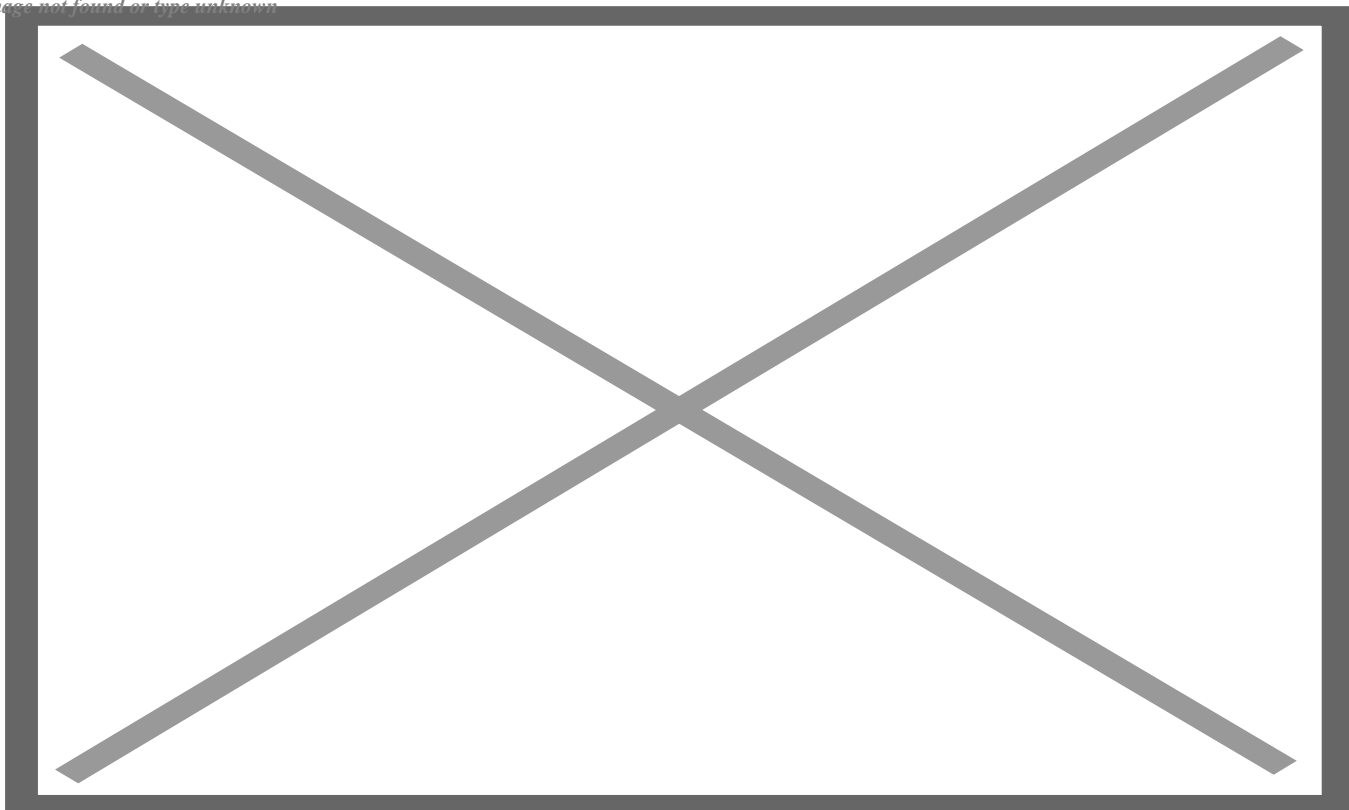


Le Conseil d'État de Cuba analyse les priorités de travail du gouvernement pour 2024 (+Photo)

Image not found or type unknown



Lazo Hernández (C) a déclaré que les mesures adoptées à ce jour évoluent favorablement et que la population continuera d'être informée en temps opportun de chacune des actions.

La Havane, 11 mars (RHC) Le Conseil d'État de la République de Cuba s'est réuni ce lundi au Capitole National, sous la direction du président de cet organe et de l'Assemblée Nationale du Pouvoir Populaire (Parlement), Esteban Lazo Hernández.

Le premier secrétaire du Comité central du Parti communiste de Cuba et président de la République, Miguel Díaz-Canel, et le premier ministre, Manuel Marrero Cruz, ont assisté à la réunion.

"Le suivi strict, le contrôle et l'évaluation de chacune des actions incorporées dans le calendrier du processus de mise en œuvre des projections du gouvernement pour corriger les distorsions et relancer l'économie en 2024 est la priorité de travail, a déclaré Marrero Cruz.

Il a ajouté que les mesures adoptées jusqu'à présent progressent favorablement et que la population continuera d'être informée en temps voulu de chacune des actions, conformément au plan d'assurance politico-communicationnel approuvé.

Miriam Nicado, recteur de l'université de La Havane, a souligné la contribution que les institutions académiques peuvent apporter, par leurs recherches et leurs propositions scientifiques, au programme de stabilisation macroéconomique du pays.

À cet égard, Mme Díaz-Canel a insisté sur la nécessité de continuer à promouvoir l'exportation de services issus de l'économie de la connaissance, qui génère une importante valeur ajoutée, en s'appuyant sur la contribution des centres d'enseignement supérieur cubains, ainsi que sur la mise en place de cycles fermés.

Pour sa part, Lazo Hernández a reconnu que le calendrier du processus de mise en œuvre des mesures a été élaboré en profondeur, de manière systématique et avec un sentiment d'urgence, malgré la situation complexe de l'économie nationale.

"Le défi consiste aujourd'hui à le développer de manière globale, afin que tous les secteurs et la population participent activement à sa mise en œuvre et à son contrôle", a-t-il déclaré.

Il a également fait part du plan d'action adopté par les commissions parlementaires pour soutenir les projections du gouvernement cubain, afin de contribuer aux mesures approuvées par le biais de leur rôle consultatif auprès du Parlement et du Conseil d'État, et par le biais du système du pouvoir populaire, où les tâches mises en œuvre à la base, dans les municipalités et les provinces, sont essentielles.

Par la suite, le gouverneur de Ciego de Ávila, Alfre Menéndez Pérez, a présenté au Conseil d'État des informations détaillées sur l'exécution du plan de mesures issu de la visite parlementaire dans ce territoire du centre du pays.

Il a expliqué en détail comment se déroule la résolution des problèmes détectés, grâce à la recherche d'alternatives, notamment le non-respect du plan d'achèvement des logements, le maintien de la fermeture du port de Palo Alto, les questions liées au transport et à l'agriculture, entre autres.

Image not found or type unknown



L'ordre du jour de la session de cet organe portait également sur la mise en œuvre du décret-loi n° 44 "relatif à l'exercice du droit au travail". 44 "Sur l'exercice du travail indépendant" et n° 48 "Sur le régime spécial de sécurité sociale pour les travailleurs indépendants, les membres des coopératives non agricoles et les micro, petites et moyennes entreprises privées".

La ministre du Travail et de la Sécurité sociale, Marta Elena Feitó Cabrera, a déclaré que la première de ces dispositions réglementaires est entrée en vigueur en septembre 2021, dans le but de perfectionner cette forme d'emploi dans le cadre de la Stratégie économique et sociale du pays, en reconnaissant sa créativité dans la liaison avec le secteur étatique ou d'autres acteurs du secteur non étatique, ainsi qu'en perfectionnant les responsabilités locales du Pouvoir populaire avec elle.

"Pour garantir la bonne mise en œuvre de la politique, un programme de formation, de communication, d'information, de visites, de responsabilisation et de contrôle complet des processus a été conçu", a-t-elle déclaré.

Elle a souligné qu'à la fin du mois de décembre 2023, le nombre de travailleurs indépendants atteindra plus de 578 000 personnes, dont 37 % de femmes et 18 % de jeunes de moins de 30 ans, et que les activités les plus représentatives sont l'hébergement et la restauration, l'industrie manufacturière, les autres services et l'agriculture, l'élevage, la sylviculture et la pêche, entre autres.

Photo : Joaquín Hernández Mena

De son côté, Félix Martínez Suárez, président de la Commission des affaires économiques de l'Assemblée nationale, a expliqué qu'en janvier de cette année, les députés de cette commission parlementaire ont mené des actions de contrôle de cette activité dans 20 municipalités de 15 provinces et auprès de 109 travailleurs indépendants.

Les travaux réalisés ont rappelé l'urgence de lutter contre les activités économiques illégales qui affectent sa mise en œuvre et que dans certaines communes le nombre de travailleurs informels est proche du nombre de travailleurs légaux, créant démotivation, indiscipline et autres distorsions.

Les membres du Conseil d'État ont ratifié le caractère essentiel d'un système de contrôle du fonctionnement de ces activités, qui sont complémentaires de l'économie nationale, ainsi que leur prise en compte et leur approbation en fonction des besoins et des plans de développement local.

En ce qui concerne le deuxième décret-loi, Marta Elena Feitó Cabrera a souligné qu'à la fin du mois de décembre 2023, plus de 389 000 travailleurs indépendants étaient affiliés et cotisaient à la sécurité sociale, dont plus de 100 000 étaient des travailleurs contractuels, qui pouvaient tous être affiliés conformément aux dispositions légales.

Il a ajouté que, dans le cas des MPME, plus de 11 000 membres sont affiliés et cotisent au régime spécial de sécurité sociale.

Enfin, Homero Acosta Álvarez, secrétaire du Parlement cubain, a présenté au Conseil d'État des informations sur les départements indépendants de relations avec les organes locaux du pouvoir populaire basés dans les provinces.

"Presque tous leurs chefs et fonctionnaires ont une grande expérience du travail du pouvoir populaire. Au cours de ces années, le personnel travaillant dans ces structures est resté stable", a-t-il déclaré.

Il a reconnu que l'information générée permet à la direction de l'Assemblée nationale de connaître, rapidement et avec certitude, le fonctionnement des organes locaux et les éventuelles mesures à adopter pour résoudre les difficultés.

"Les principales projections de ces structures pour l'année en cours sont de continuer à travailler à l'amélioration de leurs systèmes de travail dans le fonctionnement des organes locaux du Pouvoir Populaire, ainsi que de continuer à contribuer à la préparation des membres du système du Pouvoir Populaire sur leur territoire, en particulier les dirigeants des assemblées municipales", a ajouté Acosta Álvarez.

Lors de la séance, les accords adoptés par cet organe lors de ses réunions précédentes ont également été passés en revue. (Source : granma.cu)

<https://www.radiohc.cu/index.php/fr/noticias/nacionales/349466-le-conseil-detat-de-cuba-analyse-les-priorites-de-travail-du-gouvernement-pour-2024-photo>



Radio Habana Cuba